

RELANCER LE SYSTÈME - RECOMMANDATIONS POUR UNE RELANCE VERTE ET JUSTE (Note d'information de Greenpeace Canada - 9 avril 2020)

LE PROBLÈME:

Le [Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19](#) a, à juste titre, mis en place des mesures pour soutenir les particuliers, les familles et les petites entreprises à l'aide de subventions salariales, d'accès à du crédit et à des allègements fiscaux. Cependant, il y a un risque de répéter les erreurs commises lors de la récession de 2008 et les impacts sociaux et environnementaux négatifs qui en ont découlés si les programmes de relance du gouvernement proposent une relance de l'industrie sans imposer de conditions et de critères sociaux et environnementaux.

RECOMMANDATIONS CLÉS:

- **Résilience:** le gouvernement fédéral devrait explicitement élargir les objectifs des plans de relance pour inclure des objectifs de justice environnementale et sociale afin de se préparer aux futures crises en aidant à construire une société et une économie plus résilientes. Les plans de relance devraient aider à répondre aux besoins des populations, notamment en termes d'accès aux soins de santé, à la nourriture, à l'eau, aux services de base, au respect des droits humains et à la bonne gouvernance, tout en préservant la biodiversité et en assurant un climat sain dont nous dépendons toutes et tous pour notre survie. Les plans de relance ("bailouts") devraient également favoriser la résilience face aux impacts des changements climatiques, des autres crises environnementales, de même qu'à de potentielles nouvelles pandémies, plutôt que de se concentrer sur les mesures traditionnelles liées à la performance macroéconomique.
- **Durabilité:** les nouveaux investissements devraient viser à jeter les bases d'une économie plus durable. Ceux-ci comprennent: une énergie propre et une infrastructure de transport durable (par exemple, le soutien aux agences de transport en commun présentement en perte de revenus, des mesures de financement pour réduire et, à terme, éliminer les flottes alimentées aux combustibles fossiles et rendre le transport en commun plus abordable et éventuellement gratuit); une infrastructure naturelle et des solutions basées sur la nature (par exemple, protection des forêts, des zones humides et d'autres écosystèmes); et des systèmes agricoles et alimentaires durables.
- **Justice:** La crise sanitaire et économique actuelle expose les inégalités sociales et économiques qui sont systémiques au Canada et qui sont liées au genre, aux communautés racialisées et à la migration. Greenpeace encourage le gouvernement fédéral à consulter les communautés marginalisées en vue de la conception de ses politiques de relance à long terme afin de réduire les inégalités sociales systémiques.
- **Réconciliation:** les peuples autochtones, Métis et Inuits ont des droits spécifiques au sein de notre système juridique. La crise sanitaire actuelle met une fois de plus en évidence l'héritage colonialiste auquel sont confrontées leurs communautés, notamment le manque d'eau potable et de logements convenables. Le gouvernement fédéral devrait consulter ces communautés concernant les mesures nécessaires pour protéger la santé des communautés autochtones, Inuits et Métis à court terme, ainsi que sur la façon dont les politiques de rétablissement à plus long terme peuvent favoriser la réconciliation et le respect de leurs droits. Cela devrait comprendre:
 - La pleine reconnaissance des titres et des droits autochtones. Le programme de relance ne devrait pas être une excuse pour contourner ou ignorer ces droits, mais devrait plutôt contribuer à la protection, au respect et à la réalisation des droits autochtones, y compris sur leurs terres et territoires ancestraux.
 - La mise en oeuvre intégrale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, y compris le droit à un consentement libre, préalable et éclairé et le

droit de maintenir, contrôler, protéger et développer leurs connaissances et savoirs traditionnels.

- **Pas de sauvetage pour les pétrolières et les gazières:** nous devons soutenir les travailleuses et les travailleurs du secteur pétrolier et gazier et de la pétrochimie, mais pas les sociétés dont les modèles commerciaux nous exposent à des risques élevés en accélérant les changements climatiques, augmentant la pollution et en causant la perte de la biodiversité. Ces entreprises sont déjà éligibles à un soutien via le Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 et ne devraient pas obtenir de renflouement supplémentaire.
- **Des conditions solides:** lorsque le gouvernement fédéral décide de renflouer des entreprises ou des secteurs, ces mesures de soutien devraient être assorties de conditions strictes pour protéger les travailleuses et les travailleurs et accélérer la transition vers une économie sobre en carbone. Greenpeace recommande les conditions suivantes:
 - Les entreprises devraient avoir ou devraient produire un plan d'affaires durable avec une ligne directrice claire et crédible conduisant vers une véritable neutralité carbone en concordance avec l'engagement de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C tout en respectant les autres limites planétaires (y compris le zéro déchet). À titre d'exemple, un soutien aux constructeurs automobiles devrait inclure une exigence de plans crédibles pour éliminer progressivement la production de moteurs à combustion interne.
 - Les entreprises bénéficiant de plans de relance ne devraient pas avoir de flux de liquidités vers les actionnaires (comme par exemple, des dividendes ou des rachats d'actions) ou de liquidités supplémentaires pour la direction (comme des primes ou des bonus).
 - Les entreprises bénéficiant de plans de sauvetage devraient maintenir leur niveaux d'emploi et leurs salaires (contrairement aux plans de relance de l'industrie automobile de 2009 qui ont entraîné des pertes d'emplois massives). Les salaires et les mesures connexes ne devraient pas être renégociés au détriment des travailleuses et travailleurs. Il ne devrait pas y avoir de changements désavantageux dans la représentation des travailleuses et travailleurs au sein des conseils d'administration ou autres organes décisionnels.
 - Les entreprises bénéficiant d'un plan de relance devraient mettre fin à l'évasion fiscale et à l'évitement fiscal. Cela comprend la fin de l'utilisation des paradis fiscaux.
 - En cas de nationalisation (partielle), les plans de relance doivent se faire aux prix courants des actifs - même s'ils sont fortement dépréciés - ou à des prix encore plus réduits. Le gouvernement fédéral devrait également utiliser son rôle de "propriétaire" pour internaliser des objectifs sociaux et environnementaux à même la gouvernance de l'entreprise.
 - Le soutien du gouvernement ne peut en aucun cas s'accompagner d'un affaiblissement des règles environnementales et sociales.
- **Transparence:** Comme nous l'avons appris avec la réponse à la crise financière de 2008, un manque de transparence est une invitation pour les lobbyistes à tenter en coulisse, d'obtenir des avantages qui protègent leurs profits au détriment du bien commun. Les gouvernements devraient procéder à des consultations aussi larges que possible et, au minimum, tenir à jour une [base de données](#) accessible au public pour répertorier les différents plans de relance. Cette base de données devrait contenir des analyses pertinentes sur leurs impacts sociaux, environnementaux et professionnels.

INFORMATION

Patrick Bonin, Responsable de la campagne Climat & Énergie, pbonin@greenpeace.org; 514-594-1221